L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N°11 - Vendredi 17 mars 1989 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
Et maintenant, le deuxième tour

3
Pierre Mauroy : changer la vie

●
Municipales 27% d'abstentions

4



Martine, Yvette, Edith et les autres

6
A l'hôpital

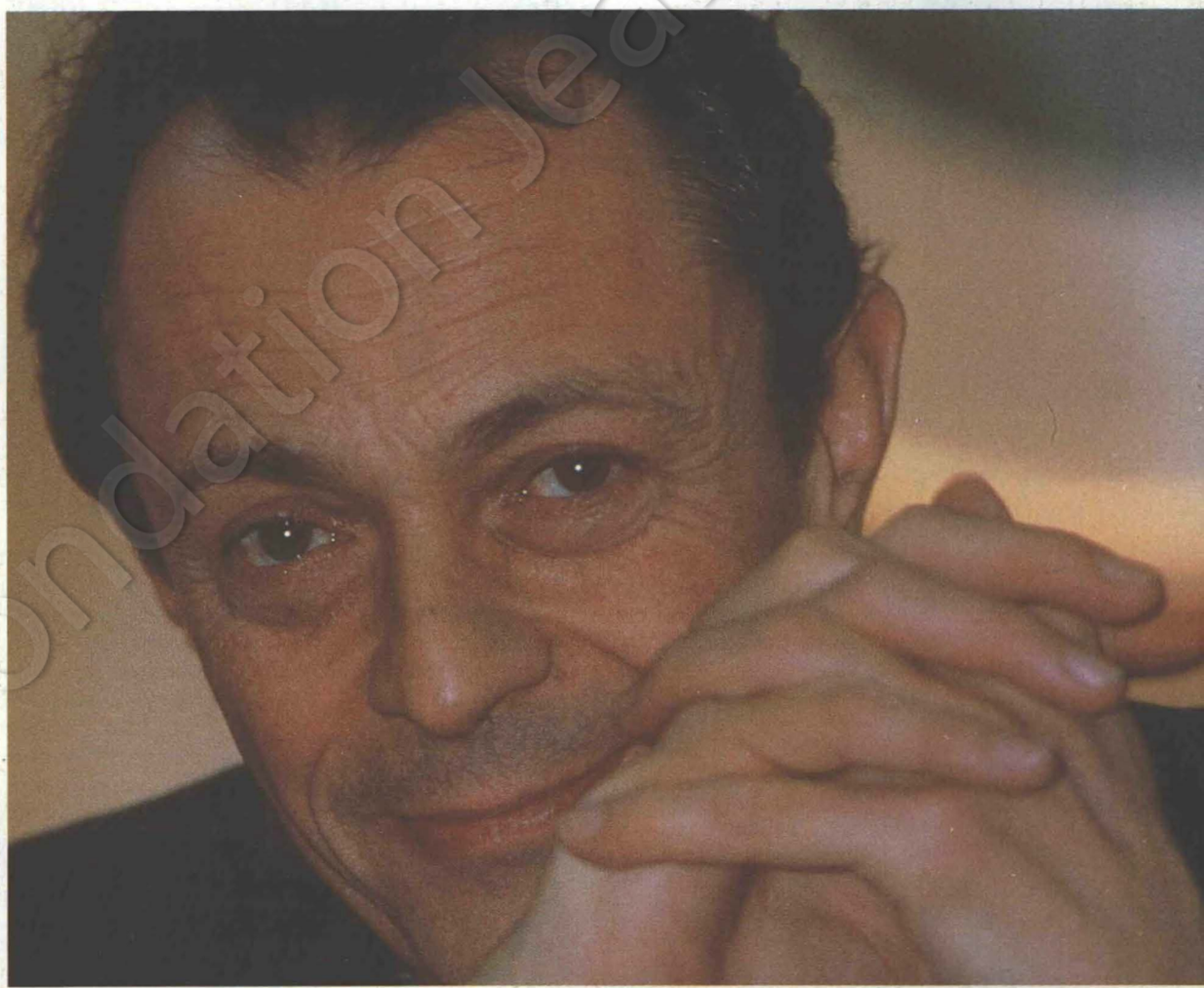
7
Locataires de luxe

8
Exclusif Michel Rocard

10
Etre juif en URSS

15
L'invité : Maurice Ravanne

AMPLIFIER LE SUCCES DU PREMIER TOUR

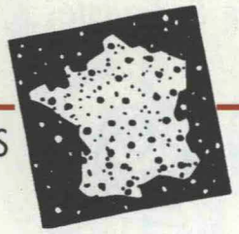


"Il y a un vainqueur dans ce scrutin, c'est la loi de décentralisation. Des communes plus confortées reçoivent une plus grande attention de l'opinion publique.
Voilà pourquoi je crois que la semaine qui vient doit être la semaine du rassemblement et pourquoi je la regarde avec un très grand optimisme."

Michel Rocard

Fondation Jean Jaurès

MUNICIPALES



Le deuxième tour doit confirmer le premier

Changements...

Dans de nombreux conseils municipaux, la présence d'élus du Front national va introduire du nouveau dans les débats des villes. Face aux maires de droite qui auront besoin de leur soutien au moment des votes, ils auront tendance à faire prévaloir leurs idées.

Que répondre à la demande de la préférence nationale dans l'attribution d'HLM, les places dans les écoles ou bien encore les emplois municipaux ? Toutes les personnalités sauront-elles résister à de telles pressions ? Quoi qu'il en soit, les débats vont changer de ton.

La gauche a franchi de manière satisfaisante le premier tour. Grâce à la mobilisation et au rassemblement, elle doit renforcer son succès dimanche prochain.

Décidément, les élections municipales se suivent et ne se ressemblent pas pour la gauche. Le cru 1989 devrait être nettement supérieur à celui de 1983. Pour une fois, ce scrutin ne constitue pas une sanction à l'encontre de la politique gouvernementale. La majorité présidentielle et Michel Rocard ont donc tout lieu d'être satisfaits des premiers résultats enregistrés dimanche. La contestation sociale de ces dernières semaines n'a pas pesé sur ce premier tour. Toutefois, il serait quelque peu présomptueux d'en déduire que tous les problèmes sont réglés...



Rassembler

Globalement le PS s'impose dans la compétition qui l'opposait au PC dans les villes de plus de 20.000 habitants. Il est dominé dans les villes à direction communiste sauf à Saint-Dizier, au Petit-Quévilly et aux Mureaux. En revanche, il est en tête dans la très grande majorité des villes perdues par le PC au profit de la droite en 1983. Preuve qu'il avait raison de revendiquer dans le cadre des négociations PS-PC de ces derniers mois la tête de liste d'union dans bon nombre de ces communes... Enfin, les primaires dans les autres villes de droite et les communes socialistes tournent très nettement à l'avantage du PS. "Le succès est bien amorcé, commente Pierre Mauroy. Il faut maintenant le confirmer, l'élargir en rassemblant."

Rassembler : tel est le mot d'ordre à la veille du deuxième tour. Il s'agit de ressouder la gauche pour qu'elle se retrouve unie face à la droite. C'est pourquoi le PS et le PC ont lancé un appel pour la fusion des listes ou le désistement. Si la discipline républicaine joue à plein et si les socialistes et les communistes parviennent à faire front commun dans des villes où ils s'opposaient, la gauche peut s'assurer une nette victoire le 19 mars.

Les arbitres

Dans leur duel, la droite et la gauche seront départagées en partie par deux arbitres : le Front national et les écologistes. Le FN n'effectue pas de nouvelles percées mais se renforce dans les régions où il était déjà implanté : le Nord, l'Est, le Midi. Il réalise plus de 10% et peut donc se maintenir au second tour dans 52 villes. Il peut fusionner dans 52 autres villes, s'il négocie avec un partenaire. La droite s'est engagée à ne pas s'allier avec le FN. A voir ! Quant aux écologistes, il sont les grands vainqueurs du premier tour. Ils obtiennent des conseillers municipaux dans de nombreuses grandes villes et dépassent souvent les10%, ce qui leur permet de se maintenir dans des régions où ils n'existaient pas jusqu'à présent. Le phénomène va-t-il durer comme en Allemagne fédérale ? Il est encore trop tôt pour répondre. Mais trois facteurs peuvent sans doute expliquer cette poussée verte : une prise en compte plus grande des questions d'environnement par la population, la dimension locale de la campagne qui s'est focalisée surtout sur les problèmes de vie quotidienne, créneau en partie inverti par les écologistes, et enfin un vote protestataire à l'égard des partis politiques traditionnels, démarche plus civique que l'abstention.

Chute libre

Les appareils politiques devront également tirer une autre leçon du premier tour de ces municipales. Les candidats qu'ils ont exclus (Jarry du PC, Vigouroux du PS) ou qu'ils ont soutenu du bout des lèvres (Noir par le RPR) ont bénéficié d'un très large soutien populaire. "Il y a une montée d'un pouvoir d'opinion, d'image, qui a fait mouche à Lyon, à Marseille et au Mans", reconnait Pierre Mauroy. En outre, joue un profond désir de renouvellement des têtes de file municipales. De nombreux notables enracinés dans leur fief sont en chute libre : P. Sudreau (Blois), M. Rudloff (Strasbourg), J. Klifa (Mulhouse), J. Médecin (Nice), J. Chaban-Delmas (Bordeaux), L. Longequeue (Limoges). Il est grand temps que les partis politiques incitent leurs élus à préparer leur succession.

Enfin, dernier enseignement de ce premier tour des municipales : la participation. Le taux d'abstention (27%) est le plus fort depuis la Libération pour ce type de scrutin. La tendance à une abstention massive constatée lors du referendum et des cantonales a été enrayée. Mais la faible participation dans les grandes villes demeure inquiétante. C'est pourquoi les socialistes lancent un appel à la mobilisation pour le deuxième tour. Elle devrait en outre leur permettre de conforter les bons résultats engrangés dimanche.

Jean-Pierre Bedeï

Vendredi
10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.78.48
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligman

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Directeur : Jacques Goubin
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Chopin - Massy

N° Commission Paritaire en cours

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Sipa Press - Chesnot (couv.); AFP (p.5); Sipa Press (p.7) ; Sipa Press - Stumpf (p.7); Gamma - J.C. Francalon (p.8); Sipa Press - Torregano (p.9).

Ce numéro a été tiré à 271.000 exemplaires

ABSTENTIONS

Le vote des villes et le vote des champs

Nouveau record d'abstention à ces municipales. Mais un déficit de participation bien moindre qu'on ne craignait après les consultations de 1988.

Malgré la répétition des élections, le peuple n'est pas disposé à abandonner sa souveraineté : près de trois électeurs sur quatre ont participé au scrutin. 72,86% de votants, c'est cinq points de moins qu'en mars 1977 ou 1983, mais à peine moins de 2 qu'en mars 1959 ou 1971. La grande stabilité de la participation aux municipales est confirmée : l'écart entre les basses et les hautes eaux n'est que de six points (21 à 27%) alors qu'il est de dix-huit points (16 à 34%) aux législatives.

Ce résultat plus qu'honorable démontre l'attachement des Français à leurs maires et à leurs élus municipaux qu'ils sentent plus proches de leur vie quotidienne que leur député et à plus forte raison que leurs parlementaires européens, leurs conseillers généraux ou régionaux. La disparité entre villages, moyennes et grandes villes révèle assez bien ce sentiment. Plus la taille de la commune augmente, plus la distance politique entre l'élu et l'électeur s'accroît : on a autant voté qu'en 1983 dans les villes de moins de 3.500 habitants, mais 8% de moins dans celles de plus de 30.000. On a compté 43,5% d'abstention à Paris, 42% à Lyon et à Nancy. A Saint-Denis ou à Aubervilliers à peine plus d'un électeur sur deux s'est rendu aux urnes. Ce phénomène se conjugue fréquemment avec une affirmation du vote protestataire (écologiste ou Front national). La maîtrise du développement urbain, la lutte contre la dislocation du tissu social, contre la marginalisation (plus sensible en milieu urbain) restent des thèmes sensibles.

On s'est beaucoup demandé si la grogne sociale allait avoir des répercussions sur le comportement électoral : "Le Monde" en fait le titre de sa une et on a pu voir à la télévision des enseignants et des infirmières brandir rageusement leur carte d'électeur lors des manifestations. Il est certes difficile, en l'absence d'études plus détaillées, de savoir quelle a été l'attitude précise de certaines fractions de la population. Mais d'ores et déjà une évidence s'impose: le niveau de participation indique un refus de vote-sanction à l'égard du gouvernement. Différence de taille avec les années 83-85 où une fraction de la base sociale de la gauche avait boudé les urnes. Si mouvement il y a eu (ce qui n'est pas tout à fait à exclure), il a été de faible ampleur et probablement compensé. C'est une dimension politique d'un scrutin local qu'il convenait de souligner.

Bernard Chaouat

ECOLOGISTES
PRISE DE CONSCIENCE ET STRATEGIE POLITIQUE

Inattendue, la percée des écologistes ? Au secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement, on n'est guère surpris. "Pendant longtemps, les Verts ont connu des difficultés d'expression politique car ils étaient désunis", explique Jean-Claude Oppeneau, directeur de recherche et de technique au secrétariat d'Etat. Aujourd'hui, les choses ont beaucoup évolué.

L'époque des écologistes baba-cool est révolue. La population se mobilise pour la défense de l'environnement. Les maires ont compris l'importance de ces problèmes, et nomment des adjoints chargés de l'environnement. Depuis six ans, il y donc une certaine banalisation de l'écologie dans la mesure où ce domaine fait de plus en plus partie des préoccupations municipales. Il n'est pas étonnant que les Verts réussissent une percée au cours de ces élections. En outre, ils emploient un langage concret, proche des problèmes quotidiens des gens. Ils recueillent peut-être les suffrages d'électeurs déçus par les partis politiques traditionnels, mais leur succès correspond surtout à une véritable prise de conscience au plan mondial des problèmes d'environnement.

A la Libération, il a fallu reconstruire. Ensuite, la priorité a été accordée au développement économique. Aujourd'hui, une fois la crise passée, on s'aperçoit que celui-ci s'est effectué au mépris du respect de l'environnement. Nous entrons donc dans une troisième phase." Cette évolution explique-t-elle pour autant l'émergence des écologistes dans certaines villes a priori peu touchées par les problèmes d'environnement ? "En réalité, toutes les communes sont confrontées à la pollution, la circulation, autoroutes, métro, décharges... Si l'Est, la Bretagne, sont depuis longtemps concernés par l'écologie, il est normal que des villes dans d'autres régions y soient également sensibles. En outre, les plus jeunes générations privilégient ce sujet." affirme Jean-Claude Oppeneau.

Reste à savoir si les Verts ont une stratégie politique organisée et cohérente. Entre le maintien au deuxième tour et la fusion avec d'autres listes, tous les écologistes ne semblent pas sur la même longueur d'onde, comme le prouve leur attitude contradictoire à Strasbourg et à Lille...

J.-P. B.

EDITORIAL

Changer la vie

Les socialistes peuvent légitimement se dire satisfaits après le premier tour des élections municipales.

Déroutantes par rapport à 1983 dans la mesure où le débat national est resté discret, ces élections ont donné lieu dans chaque commune à de véritables discussions entre personnalités, sur les programmes et les perspectives municipales. Les électeurs ont choisi entre les démarches différentes qui leur étaient proposées dans leur ville. En somme, de vraies municipales!

De là, peut-être, cette impression de dépolitisation du scrutin, alors même que les Français ont voté à plus de 70% du corps électoral, en accordant une large préférence à la gauche; alors même que Michel Rocard et son gouvernement reçoivent un soutien encourageant pour l'action engagée depuis dix mois.

Ces élections qui nous permettent d'aborder le deuxième tour avec détermination et confiance nous incitent cependant à plusieurs réflexions. La première s'exprime en forme d'interrogation : pourquoi l'abstention se focalise-t-elle à ce point en milieu urbain ? La grande ville entraîne-t-elle à l'indifférence vis-à-vis de la politique, par un plus faible enracinement local des citoyens ? Le mécontentement est-il plus prononcé chez ceux des villes ? Les citoyens se sentiraient-ils moins solidaires dans les grandes agglomérations ? Ce sujet mérite que les partis l'approfondissent.

L'émergence d'un vote écologiste, même s'il a pu surprendre par son ampleur, était attendu. Est-il un vote refuge, une protestation, l'adhésion à un projet politique ? Le second tour apportera quelques éclaircissements.

Félicitons-nous de cette nouvelle concurrence d'idées. Les écologistes nous confrontent à trois problèmes clés : la protection de la planète, le devenir de l'espèce face à des choix éthiques majeurs, le souci de préserver notre qualité de vie dans des sociétés qui retrouvent un nouveau souffle de croissance.

Mais la vraie question est de savoir par qui ces perspectives peuvent être le mieux prises en charge. Par ceux qui s'en remettent au travers du marché à la dictature de l'évènement ? Ou par ceux qui, comme les socialistes, ont l'ambition de construire l'avenir à la mesure du destin de l'homme ?

Il reste que les écologistes, s'ils nous posent de vrais problèmes, font aussi rêver. Et le Parti socialiste, qui n'a pas oublié son plus beau slogan de campagne "changer la vie", saura trouver les adaptations nécessaires pour répondre à cette exigence.

LE VOTE REGION PAR REGION

Rapide tour de France : de très bons résultats au premier tour avec de belles promesses pour le second. Et une constatation, Messieurs : les femmes têtes de liste ont souvent marqué des points.



C'est par l'Ouest qu'il faut commencer ce tour de France. Avec Nantes et Châteaubriant. Jean-Marc Ayrault, trente-neuf ans, emporte la mairie de la septième ville de France : on l'espérait beaucoup sans oser y croire pour le premier tour. Il a été, très tôt dimanche soir, le signe annonciateur que la façade atlantique voulait virer au rose. Une belle victoire en entrée de soirée.

Moins monté en épingle, mais tellement significatif aussi, à Châteaubriant, le succès de Martine Buron qui déboulonne l'UDF Hunault, maire depuis 24 ans. C'est la victoire du sérieux, de la volonté et de la jeunesse.

A Rennes, Edmond Hervé, en progrès sur 1983 fait cette fois-ci l'économie du ballottage et à Saint-Malo, Louis Chopier peut emmener la gauche unie à la victoire dimanche prochain. Autres mairies prenables dans les Côtes du Nord : Dinan avec Didier Morel et Lannion avec Alain Gouriou. Saint-Brieuc résiste. Dans le Finistère, Brest est en vedette. Pierre Maille a 1.800 suffrages de plus que le total des quatre listes de droite. Personne n'avait prévu pareil déplacement de voix. A Quimper, Bernard Poignant talonne le RPR sortant, Landerneau bascule et Quimperlé peut suivre le même chemin.

Frédérique, Yvette...

En Normandie, Jean Lecanuet perd la présidence du SIVOM à la suite des succès de la gauche à Sotteville et à Notre-Dame-de-Bondeville. Frédérique Bredin prend la mairie de Fécamp. Autre femme tête de liste et volontaire : Yvette Roudy, après un travail de terrain, est bien placée pour emporter Lisieux dimanche prochain. Flers-de-l'Orne passe au PS qui perd Alençon. Argentan va revenir à la gauche avec François Doubin. Dans la Manche enfin, Saint-Lo va redevenir socialiste (49,30% le 12) et la communauté urbaine de Cherbourg sera présidée à l'avenir par Olivier Stirn.

Dans le Nord/Pas-de-Calais où on a moins voté qu'en 1983, plusieurs seconds tours s'annoncent serrés : Michel Delebarre qui fait gagner 15 points à la gauche n'est plus qu'à cinq cents voix du maire sortant CNI. De beaux espoirs dans le Nord, à Maubeuge, pour Alain Carpentier, à Tourcoing pour Jean-Pierre Balduyck, à Halluin pour Alexandre Faidherbe. Dans le Pas-de-Calais, Léon Fatous emporte la mairie d'Arras dès le premier tour. A Boulogne, Guy Lengagne devra mobiliser une bonne part des 36% d'abstentionnistes pour conserver son fauteuil. Walter Amsallem devrait conserver Beauvais.

Les résultats du PS sont bons aussi vers l'Est, dans toutes les villes des Ardennes. Dans la Marne, à Vitry-le-François, Jean-Pierre Bouquet, député socialiste de 38 ans, prend la mairie au RPR avec 60% des voix. Epernay reste très ouvert, tout comme Châlons. A Saint-Dizier, les chances de Guy Chanfrault se renforcent. A Romilly, Michel Carteret, ex-PS, s'est placé en tête du ballottage.

...Catherine...

Dans tout l'Est de la France, la poussée écologiste a été plus forte qu'ailleurs. Et le PS a nettement progressé, surtout en Alsace. A Strasbourg, Catherine Trautmann se hisse à quelques 600 voix du maire sortant CDS. A Sélestat, Gilbert Estève fait mieux que le maire PR. Mulhouse offre de bonnes chances à Jean-Marie Bockel face au maire sortant PSD qui perd sept points. Les quadrangulaires seront nombreuses en Alsace dimanche et peuvent provoquer des surprises. De beaux succès dès le premier tour en Lorraine : Saint-Dié emporté par Christian Pierret et Pierre Rousselot qui prend Vandœuvre-lès-Nancy, deuxième ville de Meurthe-et-Moselle. Dans le Doubs, deux contre-performances à Sochaux et Montbéliard où la présidence du district urbain est également perdue par le PS. Loïc Niepceron va emporter la mairie de Vesoul.

En Rhône-Alpes, belles victoires de Louis Besson qui conquiert la mairie de Chambéry, d'Etienne-Jean Lafossat qui reprend celle de Romans, de Jean Poperen face à toute la droite réunie -FN inclus- à Meyzieu et de Jean Auroux qui améliore son pourcentage à Roanne. Des ballottages serrés ou difficiles à Montélimar, Saint-Chamond, Bron, Villefranche-sur-Saône, Bourg-en-Bresse.

En Provence-Côte d'Azur, beaucoup de villes PS le restent. D'autres sont à prendre. De très nombreux duels serrés pour dimanche ou des triangulaires à inconnue. A Arles, Michel Vauzelle est à la tête d'un capital de 49,60% des voix. A Salon, Raymond Vallet devra faire face à la liste fusionnée RPR-FN. A Aix, la confusion à droite est totale et peut profiter à Jean-François Picheral. A Avignon, le maire sortant RPR a perdu 14 points sous l'assaut de Guy Ravier qui peut l'emporter. A Marseille, le maire sortant profite d'une vague déferlante face à Michel Pezet, candidat PS.

Deux beaux succès en Languedoc-Roussillon. A Montpellier, Georges Frêche, pour son troisième mandat, passe au premier tour. Jean Lacombe gagne la primaire à gauche et pourrait enlever la mairie de Sète dimanche. A Béziers, Alain Barrau a de belles chances au second tour.

En Midi-Pyrénées, le premier tour suffit dans la plupart des villes. Mais les résultats de la gauche en général et du PS en particulier y sont souvent en dessous des espoirs : Toulouse, Tarbes, Cahors, Castres, Millau. Quelques belles progression à Villefranche de Rouergue, Saint Gaudens, Figeac et Albi.

La poussée socialiste est également sensible en Aquitaine. En tête du palmarès : les Landes. Philippe Labeyrie progresse de 22 points en 6 ans à Mont-de-Marsan, et la Gi-



Jean-Marc Ayrault

Belle façon de célébrer le bicentenaire de la Révolution française. En 1989, Nantes devient la plus grande ville reconquise par la gauche dès le premier tour du scrutin. Pas étonnant de la part de Jean-Marc Ayrault dont les proches soulignent le caractère combatif. A 39 ans, ce professeur d'allemand, d'origine modeste, venu au Parti socialiste au congrès d'Epinay, possède déjà un palmarès digne des grands. Conseiller général de Loire-Atlantique à 26 ans, maire de Saint-Herblain à 27 ans, député à 36 ans, il entre au comité directeur en 1979 et au bureau exécutif en 1981. Tout à la fois homme de terrain et de dossiers, il aime relever les défis et le fait avec succès. C'est ainsi qu'entre 1977 et 1988, 1.700 emplois sont créés à Saint-Herblain dont il était le maire, alors que, dans le même temps, Nantes en perdait 5.500. Compétent et efficace, sérieux et réservé, Jean-Marc Ayrault entre à la mairie, décidé à redonner à la métropole régionale sa vraie place dans la communauté nationale. Résolu à rechercher la cohésion sociale nécessaire à toute bonne politique, œuvrant dans la perspective de 1993, Jean-Marc Ayrault ne veut plus qu'à l'avenir, un journaliste ignore que Nantes existe



Martine Buron

Balayé par le vent du printemps, soufflété par les jonquilles, le vieux monarque de Châteaubriant accroché depuis 30 ans à sa mairie, entre Bretagne et Anjou, a dû s'incliner devant Martine Buron. Militante catholique, appartenant à cette génération de sabras née à la politique au congrès d'Epinay, Martine Buron a construit avec une douce obstination une carrière politique modèle. Entrée au comité directeur en 1977, elle est secrétaire nationale à la lutte des femmes entre 1981 et 1987, tout en étant attachée parlementaire du Premier ministre Pierre Mauroy. Conseillère générale puis député européen, cette architecte urbaniste qui siège à la commission des affaires sociales du Parlement européen se définit comme une militante de terrain, à cent lieues des cercles élitistes parisiens. Martine Buron appartient à cette nouvelle génération de socialistes qui vient de s'ancrer à l'Ouest.

ronde où les élus socialistes vont certainement prendre à Jacques Chaban-Delmas le contrôle de la communauté urbaine de Bordeaux. Mérignac, Saint-Médard-en-Jalles et Villenave-d'Ornon ont été emportées dès le premier tour. Les deux ballotages-clés sont à Talence avec Catherine Lalumière et Pessac avec Alain Rousset. Belle victoire de Michel Manet à Bergerac et nécessaire mobilisation autour d'André Labarrère à Pau qui devrait rester maire de la capitale du Béarn.

Consolidation en Poitou-Vendée. Sans le PC, Jacques Auxiette conserve la Roche-sur-Yon dès le premier tour; Niort sera confirmée par Bernard Bellec dimanche comme Poitiers avec Jacques Santrot. Les Charentes sont moins heureuses, notamment avec l'échec d'Angoulême : Jean-Michel Boucheron, élu en 1977, perd sept points et la mairie.



Frédérique Bredin

Elle voulait faire du théâtre. On la vit même sur quelques scènes. Mais lorsqu'on s'engage sur la voie de la haute fonction publique, le métier de saltimbanque apparaît vite décalé. Licence en droit, Sciences po et l'Ena, forcément. Or ce parcours studieux conduit plus sûrement à l'Inspection des finances qu'à la Comédie française. Néanmoins, l'intérêt pour les activités artistiques va demeurer une constante pour Frédérique Bredin comme le prouvent les différents postes qu'elle occupe entre 1984 et 1988. Chargée de mission au cabinet de Jack Lang, elle se consacre au cinéma. En 1986, elle devient conseillère auprès du président François Mitterrand. En juin 1988, elle entre avec brio dans l'arène politique en enlevant la neuvième circonscription de Seine Maritime et en devenant la plus jeune femme députée. Cette victoire marque une étape décisive dans l'ancrage de Frédérique Bredin au Pays de Caux. Dimanche dernier, elle gagne la mairie de Fécamp, réussissant dès le premier tour à ravir au maire sortant le siège qu'il occupait depuis douze ans. Belle performance ! Dommage pour le théâtre...

...Christiane, Edith...

Dans les Pays de Loire et le Centre : Jean Monnier (ex -PS) rassemble 61% des voix à Angers. L'union de la gauche doit serrer les dents à Laval autour d'André Pinçon. Au Mans, Robert Jarry, dissident PC, entraîne l'union de la gauche à... 59% au-dessus du candidat PC orthodoxe; la droite est laminée. Le Val-de-Loire collectionne les succès : victoires au premier tour à Chinon pour Christiane Mora, à Loches pour Yves Dauge, ballotages favorables à Blois pour Jack Lang : 49,80%, Vendôme (Daniel Chanet), Romorantin (Jeanny Lorgeoux), Châteauroux (Jean-Yves Gateau), et surtout Orléans, capitale régionale où Jean-Pierre Sueur a des chances raisonnables. Autant de villes à prendre. A Châtellerault, Edith Cresson gagne sept points et trois sièges.

Dans le Massif Central, Saint Flour pourrait venir à gauche dimanche. Clermont-Ferrand donne quatre points de plus à son maire Roger Quilliot. A Limoges, Louis Longequeue qui a perdu onze points par rapport à 1983 devrait dimanche retrouver la mairie mais avec quelques fauteuils attribués aux Verts.

...Marie-Noëlle...

A Paris et dans la région Ile-de-France, le niveau d'abstention a été particulièrement élevé. Plus de 43% dans la capitale, 49,6 à Saint-Denis, 49,8 à Aubervilliers et un record à Meudon : 51,95% de non-votants.

Sept arrondissements parisiens sur vingt sont en ballotage. La gauche conserve de bonnes chances dans les XIXe et XXe. En banlieue, si la droite classique ne pactise pas avec le Front national, un bon nombre de mairies peuvent revenir au PS dimanche prochain : Noisy-le-Grand, Pavillons-sous-Bois, Sarcelles, Maurepas, Montereau, ou Chelles et Cergy. Saluons le beau succès de Marie-Noëlle Lienemann à Athis-Mons qui déloge le maire RPR avec plus de 10 points d'avance.

J. G.





A L'HOPITAL

Des explosions en chaîne Pourquoi ?

Municipales encore

Au moins, il a eu le mérite de la franchise. La semaine dernière, à la question "que ferez-vous entre les deux tours avec le Front national", Jean-Pierre de Peretti della Rocca avait eu la franchise de répondre : "Tout est envisageable". Il avait été un des eux à ne pas exclure une fusion avec la liste des amis de Jean-Marie Le Pen.
Il est vrai que le maire d'Aix-en-Provence était en si mauvaise posture que, pour reprendre l'expression fameuse il n'aurait pas hésité un seul instant à "vendre son âme". Il ne lui a manqué que quelques secondes.

L'hôpital public ? On dirait une cocotte-minute à deux doigts d'exploser ou, en langage médical, un bouillon de culture où fermentent les germes d'une épidémie jamais éradiquée.

Les 170.000 infirmières ont démarré les premières, à l'automne. Les 180.000 médecins, biologistes et pharmaciens ont donné le signal de la deuxième vague en déposant un préavis de grève pour le 1er mars. Le 6, les 3.5000 anesthésistes-réanimateurs s'arrêtent et manifestent. Les 8 et 9, les 10.000 internes assurent un simple service minimum des soins. Derniers en date à entrer dans la ronde, les chefs de clinique assistants et les maîtres de conférence des hôpitaux universitaires avec leur préavis de grève pour les 15 et 16 mars. Sans compter les kinésithérapeutes-ergothérapeutes, les infirmières surveillantes chefs et générales, les sages-femmes qui, pour être plus discrets, n'en bougent pas moins. Claude Evin a beau rappeler ses priorités en faveur des "personnels hospitaliers qui n'on eu, à ce jour, aucune revalorisation", ceux-ci attendront-ils bien sagement ? Rien n'est moins sûr.

Revalorisation, formation

Au-delà de la diversité des situations et de la place dans la hiérarchie, les revendications portent toutes sur les mêmes points : revalorisation salariale, formation, statut. Avec, à chaque fois, des arguments qui font mouche : des internes qui débutent à 6.510 F. par mois avec des gardes de nuit peu rémunérées et des astreintes au téléphone non reconnues; des années d'études supplémentaires pour les infirmières anesthésistes et les sages-femmes sans grande incidence sur les paies.

Avec cette litanie de demandes toutes plus légitimes les unes que les autres, on en arrive déjà à une hausse des dépenses hospitalières de 6 à 7%, alors que le taux directeur d'augmentation avait été fixé à environ 3% pour cette année. Un casse-tête pour des hôpitaux soumis depuis quelques années au carcan du budget global et pour les gestionnaires de la branche maladie de la Sécurité sociale. La grande réforme promise piétine faute d'un consensus minimal entre les parties en présence.



D'annonces de réforme en annonces de réforme, de réflexions de sages à la tenue d'Etats généraux, le personnel hospitalier n'en finit pas d'attendre alors que le progrès médical galope, que les nouvelles technologies d'investigation et de traitement s'additionnent aux anciennes, que la réduction de la durée moyenne des séjours à l'hôpital entraîne une rotation plus rapide de malades auxquels il faut donner des soins plus intensifs et plus techniques dans des temps plus courts. Il attend dans un milieu clos où tout évolue et où rien ne bouge en même temps. De quoi lasser les patiences, exacerber les passions et les amertumes.

Le statut de 1985

Quand les infirmières se mettent en grève cet automne, le statut de la fonction publique hospitalière voté en 1985 n'est toujours pas appliqué. C'est donc par elles qu'on commence. Mais l'écheveau des statuts, des compétences, des fonctions est tellement emmêlé que toucher à un seul revient à déstabiliser l'ensemble. Pas seulement pour des questions de salaire. Mais parce que chacun a une formation supérieure, une technicité plus pointue, et est amené dans la pratique à multiplier des actes qui sont juridiquement du ressort de la catégorie supérieure.

Les explosions en chaîne auxquelles on assiste actuellement ne sont donc pas dues simplement à la juxtaposition d'égocentrismes exacerbés de telle ou telle catégorie de personnels. Elles trouvent leur source dans le retard que l'on a pris en refusant d'assumer les conséquences d'une évolution commencée depuis nombre d'années.

Des années de retard...

De nouveaux statuts pour les autres catégories de personnels soignants et médico-techniques, pour les personnels techniques et ouvriers sont en cours d'élaboration. "C'est une énorme entreprise" plaide Claude Evin... On ne peut que lui en donner acte. Afin d'assurer une meilleure prise en charge du malade, plus globale, de bâtir une structure de soins facilitant le travail entre équipes pluridisciplinaires, de mettre un frein à la lutte sourde entre différents services, le principe de la départementalisation avait été voté en janvier 1984. Il reposait sur une déconcentration interne de la gestion quotidienne, chaque département - structure plus large que les services- étant associé à l'élaboration budgétaire et à son exécution.

Cette mise à plat aurait permis en outre à chacun de redéfinir sa place dans l'hôpital. Mais les résistances médicales ont été si fortes que la départementalisation a fait long feu avant d'être quasiment abandonnée en 1987. Etait-ce "la" solution miracle ? Nul ne peut l'affirmer, mais aujourd'hui l'hôpital paie durement d'avoir aussi longtemps attendu de s'ausculter lui-même.

Monique Grima

LA FLAMBEE DES LOYERS

Les locataires parisiens tous des locataires de luxe

Les Parisiens vont se frotter les yeux : en de nombreux endroits le renouvellement d'un bail se passe sans difficulté si l'on en croit le rapport sur l'évolution des loyers rendu public le 7 mars.

Dans les zones rurales et les petites villes (44% des locations privées) le montant des loyers est en général faible -17 à 18F le m2 - et stable, quatre baux sur cinq au moins étant reconduits tacitement. La hausse en 1988 est à peine supérieure à celle des prix, 4 à 5%. Le fameux article 21 de la loi Méhaignerie (1) n'est pratiquement pas utilisé : à Belfort, à Saint-Omer il est inconnu; à Quimper, Lunéville ou Montauban moins de 5% de propriétaires s'en servent.



▲ *Le loyer moyen est deux fois plus élevé à Paris que dans les autres villes*

Dans les villes de plus de cent mille habitants (34% des appartements en location) le marché, sans être aussi idyllique, est fluide. Les loyers moyens restent raisonnables, de 22 à 24F le m2, en augmentation de 6 à 7% l'an dernier. Une fois sur quatre le renouvellement du bail se traduit par une hausse. Les propriétaires connaissent déjà un peu plus les mécanismes de l'article 21 : ils y ont recours en général dans un cas sur quatre ou cinq.

De quoi donner aux Parisiens une forte envie de déménager. Dans la capitale, le loyer moyen est de 58F le m2, deux fois plus que celui des autres villes, trois fois plus que dans les zones rurales. L'an dernier, les loyers y ont augmenté de plus de 8%, presque trois fois l'inflation.

A Paris, c'est la date d'entrée dans les lieux qui fait la différence : 42F le m2 pour un locataire depuis dix ans, 74F pour un autre entré en 1988, soit 30 à 35% d'écart. Cette différence n'est pas simplement facheuse pour le nouvel arrivant, elle tire aussi vers le haut les loyers des occupants plus anciens car elle sert de référence.

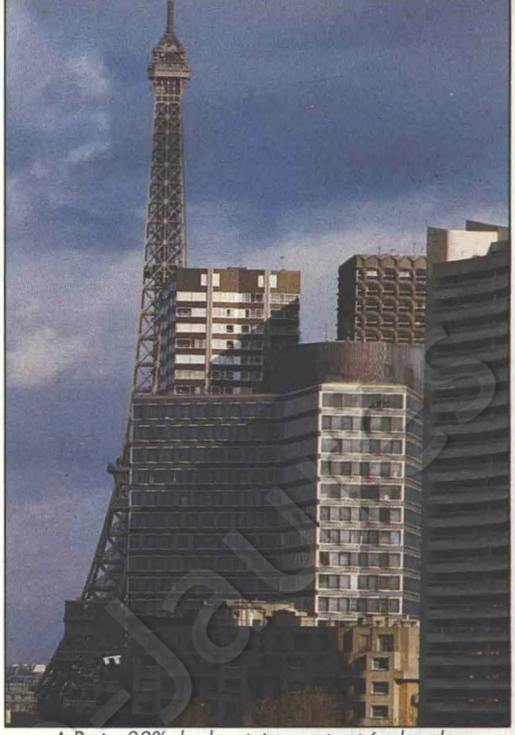
Selon l'INSEE, les hausses proposées par le propriétaire sont de l'ordre de 40% et il semble que bailleurs et locataires s'entendent spontanément sur un taux de 30%, c'est à dire plus de 1.000F par mois. Dans certaines grandes villes, le pourcentage de hausse peut parfois être équivalent mais il s'applique à des loyers nettement inférieurs. Quand, au grand maximum, un loyer augmente de 6 à 8F par m2 en province, il fait un bond de 12 à 16F en moyenne dans la capitale.

Deux locataires sur cent devant les tribunaux

L'an dernier, l'article 21 a été utilisé deux fois sur trois. Il l'est de plus en plus : pour le seul premier semestre de cette année, un propriétaire sur deux s'en est servi. Inutile de dire que les conflits se multiplient : 16% des locataires saisissent la commission départementale de conciliation. La moitié de ces litiges se réglant à l'amiable avant la réunion de la commission, restent 8% des baux parisiens qui passent effectivement devant les conciliateurs. C'est un pourcentage très important, d'autant qu'à lui seul, Paris réunit plus du tiers des dossiers de toute la France.

Pour le locataire, le passage ou la menace de passage devant la commission de conciliation est payant, les hausses étant ramenées en moyenne de 56% à 30%.

2% des locataires de la région parisienne s'accrochent et portent le litige devant les tribunaux. On les comprend en considérant les hausses que les propriétaires veulent leur imposer : 89,3% en moyenne, sur un loyer moyen de 3.703F par mois. Les juges y mettent le holà et limitent les hausses à 39,5%.



A Paris, 38% des locataires sont entrés dans leur appartement il y a moins de deux ans. ▲

Qui plus est, l'article 21 n'a pas fini de faire sentir ses effets. Les renouvellements déjà intervenus vont produire des hausses étalées sur six ans, hausses généralement supérieures à 10%. Les locataires parisiens vont devoir s'accrocher s'ils veulent conserver une petite chance de rester dans les lieux.

Congé ou augmentation sans motif

Un tiers d'entre eux ne peut d'ailleurs s'accrocher à rien car aucun dispositif ne les protège. 38% des locataires parisiens, en effet, sont entrés dans leur appartement après le 1er janvier 1987. Ils verront leurs baux arriver à échéance en janvier 1990. Dans l'état actuel de la législation, leur propriétaire pourra leur donner congé sans avoir à motiver sa décision ou augmenter le loyer autant qu'il le désire.

Si rien n'est fait, il faudra avoir des revenus plus que confortables pour résider à Paris. A ce rythme de hausse, qui pourra tenir ? Il ne faut pas espérer trouver refuge dans les logements sociaux parisiens. Les HLM ne représentent que 10% de l'ensemble des résidences principales, mais ils constituent 24% des logements de la petite et de la grande couronne parisienne !

M. G.

(1) La loi du 23 décembre 1986 a prévu des mesures transitoires. L'article 21 imposait un étalement minimal sur trois ans pour les hausses, qui devaient par ailleurs être alignées sur la réalité des loyers habituellement constatés. La loi du 13 janvier 1989 impose un étalement sur six ans des hausses supérieures à 10%. Un décret du 15 février 1989 fait obligation à toute proposition de hausse d'être accompagnée d'un minimum de références.



MICHEL ROCARD : FAIRE TOU

Le parage des municipales franchi, Michel Rocard met le cap sur la session parlementaire et la présidence européenne de la France. Définition de l'action du gouvernement, après dix mois d'exercice.

Vendredi. Les espoirs de maintien de la croissance permettraient-ils un relâchement des impératifs de rigueur en 1989-90 ?

Michel Rocard. Certainement pas. La rigueur, qui signifie pour moi faire preuve de sérieux dans les affaires publiques, ne peut pas connaître d'éclipse. Le maintien de la croissance, s'il se vérifie, nous permettra d'aborder la suite dans des conditions favorables, mais certainement pas de procéder à des augmentations de pouvoir d'achat sans discernement, qui se révéleraient rapidement être de la "monnaie de singe" et auraient ruiné auparavant les efforts que les Français ont faits depuis plusieurs années.

La lucidité autorise un certain optimisme, mais elle m'interdit de faire des promesses inconsidérées.

L'Europe fait peur aux Français. Quels arguments seraient, selon vous, de nature à calmer cette inquiétude, voire à les rassurer ?

Cette inquiétude n'est pas générale; elle est limitée soit à certains sujets, soit à certaines professions. Il y a, néanmoins, un "europessimisme" qu'il faut effectivement combattre. Nous ne devons pas nous cacher nos difficultés, mais nous ne devons pas non plus oublier nos atouts. Je crois que le moyen le plus propice de rassurer les Français consiste, justement, à leur montrer, y compris dans le détail, que les bienfaits à attendre d'une Europe de 320 millions de citoyens sont très largement supérieurs au prix à payer pour la construire. C'est à cela que nous allons nous attacher, notamment à l'occasion de la campagne pour les élections européennes.

"L'Europe sera sociale ou ne sera pas", a déclaré le président de la République. Quelles initiatives la France peut-elle prendre lors de sa présidence (juin à décembre 1989) pour atténuer les disparités sociales de la CEE ?

L'Europe que nous construisons doit être celle de la croissance pour l'emploi et le partage social. A défaut, elle ne pourra bénéficier de l'adhésion et de la mobilisation de tous, qui sont les conditions nécessaires de son succès. C'est pourquoi le mandat du président de la République est clair : l'Europe sera sociale ou ne sera pas.

Les propositions pour la présidence française sont en cours d'élaboration, je ne peux vous les détailler toutes. Mais elles viseront ces deux objectifs : l'emploi, notamment pour prévoir et accompagner les mutations induites par l'achèvement du marché intérieur, le partage social avec la lutte contre l'exclusion et le chômage de longue durée.

Elles seront aussi guidées par les caractéristiques qui font la force et le rayonnement du modèle européen dans le monde. C'est, aussi, la préservation du haut niveau de protection sociale que nous voulons affirmer par l'adoption d'une Charte des droits sociaux fondamentaux. C'est aussi la valorisation du haut niveau de qualification des Européens par le développement de la formation professionnelle. C'est encore la démocratie, y compris dans l'entreprise, par l'information et la consultation des salariés ou groupes implantés dans plusieurs Etats-membres.

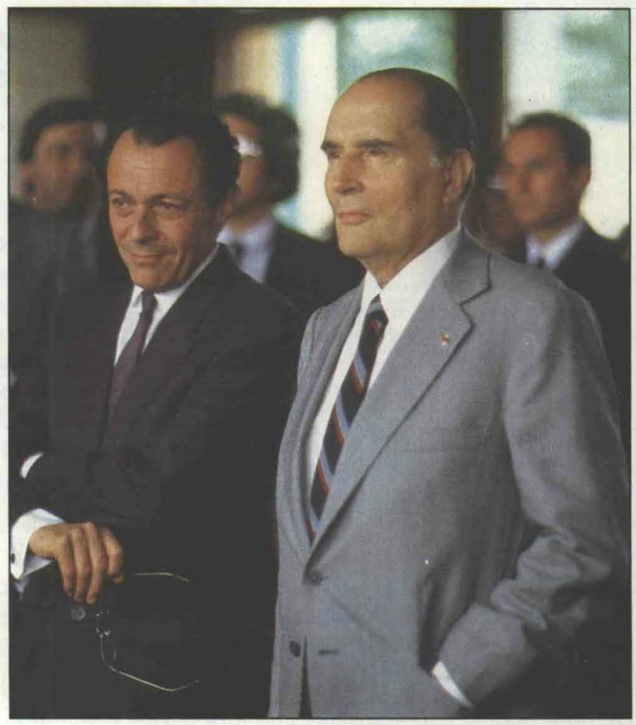
C'est enfin le dialogue social élevé au plan européen, sous l'impulsion décisive du président Delors qui vient de mettre en place un comité de pilotage associant les partenaires sociaux.

En matière fiscale, et précisément d'imposition sur le revenu, une idée circule : celle de la retenue à la source. Est-ce plus qu'une hypothèse ? Quels en seraient les avantages ?

Ce n'est pas plus qu'une hypothèse, mais c'est une hypothèse qui mérite d'être étudiée. Cette formule a été mise en œuvre à l'étranger, y donnant d'excellents résultats. A tous égards, il est intéressant d'avoir un revenu réellement net, c'est-à-dire net d'impôt, ce qui seul permet une véritable appréciation de la situation individuelle pour chacun et pour tous.

Le manifeste défendu par les socialistes pour les élections municipales fait une place importante à l'aménagement du territoire, aux regroupement communaux, à la région dans l'optique de 1993. Vous associez-vous à cette démarche en tant que socialiste, en tant que chef du gouvernement ?

En tant que socialiste, mais également en tant que chef du gouvernement -car le chef du gouvernement que je



Télévision sans frontières

Les Douze ont confirmé, non sans difficultés, l'accord devant aboutir à la libre circulation des images à l'intérieur de l'Europe occidentale:

- un pays, sauf circonstances exceptionnelles, ne pourra s'opposer à la réception d'un programme produit et émis ailleurs en Europe de l'ouest;
- les Etats-membres devront veiller à ce que les radiodiffuseurs réservent 50% au moins de leurs temps de diffusion à des œuvres européennes;
- s'agissant de la réglementation de la publicité, les dispositions correspondent globalement aux règles existantes aux Etats-Unis : la publicité ne pourra dépasser 15% du temps de diffusion quotidien avec un plafond de douze minutes par heure.

T CE QUI EST POSSIBLE

Exclusif



suis ne cesse d'être le socialiste que j'ai toujours été-, je m'intéresse évidemment à cette réflexion. Je souhaite qu'elle se poursuive et qu'elle s'approfondisse, ne serait-ce que pour permettre d'apprécier la faisabilité des réformes qui paraîtraient utiles. Une chose est certaine, le "manifeste socialiste" a parfaitement raison de privilégier l'aménagement du territoire, dont je suis convaincu qu'il sera pour notre pays l'un des enjeux de la fin du siècle.

Rarement une campagne des municipales aura été moins politique selon les observateurs. Pourquoi ?

Selon moi, pour une simple raison de calendrier. Rappelez-vous : en 1977, les élections municipales étaient les dernières avant une possible alternance aux élections législatives de 1978; en 1983, elles étaient le premier scrutin national depuis l'alternance de 1981 et avaient donc valeur de test. Aujourd'hui, ce n'est pas du tout le cas. Les diverses élections de 1981 sont encore très proches. Personne ne met en doute la popularité du président de la République et la légitimité de son gouvernement. Les élections municipales sont donc déconnectées de tout enjeu national majeur. Elles redeviennent donc, et c'est bien, un scrutin dans lequel les administrés doivent choisir l'équipe municipale, de gauche ou de droite le plus souvent, mais en ayant le sentiment de voter pour leur ville et non pas pour ou contre le gouvernement. A nous de montrer qu'une gestion municipale n'est pas neutre et que certains choix (lutte contre la spéculation foncière, politique de logement social, appui à la politique d'insertion du RMI, lutte pour l'emploi, accueil des étrangers et des personnes en difficultés) sont éminemment politiques au plan local, et se situent dans le droit fil de l'action du président de la République et du gouvernement au plan national.

Certains vous reprochent une gestion plus technocratique que politique, surtout en matière sociale. Quelle est votre réponse ?

Je réfute aussi bien la notion de gestion technocratique que celle de gestion politique dans le domaine social. Une gestion technocratique est celle qui se borne à ne voir que des chiffres en oubliant que derrière eux, il y a des femmes et des hommes qui ont des difficultés et des aspirations. Si une gestion politique est celle qui consiste à vouloir satisfaire les revendications en fonction de critères électoraux au mépris du réalisme, je me flatte de ne pas y adhérer, car c'est de la démagogie. Or, comme le disait Pierre Mendes-France, je crois que quand on cesse de compter, c'est la peine des hommes que l'on ne compte plus. Ne faire que ce qui est possible, mais faire tout ce qui est possible, telle est la ligne de conduite du gouvernement et, quels que soient les qualificatifs qu'on lui donne, nous n'en changerons pas.

Propos recueillis par Lyne Cohen-Solal

Municipales : les choix proposés au pays ont son accord majoritaire

"...Que tous se rendent compte que nous pouvons nous rassembler derrière une grande volonté nationale qui soit commune. Il y a une raison de plus qui est presque technique. Qu'il s'agisse de la politique du logement, de la politique d'éducation, surtout de la politique de l'emploi ou de la politique de l'aménagement rural, les grandes impulsions que nous mettons en oeuvre et dont nous savons qu'elles reçoivent un accord majoritaire, ont besoin d'être suivies localement par des élus locaux capables de prendre les initiatives nécessaires pour faire passer ces messages et pour les appliquer dans le cadre des compétences qui sont les leurs depuis la loi de décentralisation.

Car il y aussi un vainqueur dans ce scrutin, c'est la loi de décentralisation. Des communes plus confortées reçoivent une plus grande attention de l'opinion publique.

Voilà pourquoi je crois que la semaine qui vient doit être la semaine du rassemblement et pourquoi je la regarde avec un très grand optimisme."

Conflans-Sainte-Honorine, dimanche 12 mars 1989

Fondation Jean Jaurès

Puisque Gorbatchev veut renouer avec Israël

L'évolution sensible de la politique soviétique à l'égard des juifs d'URSS est un volet important de la perestroïka. Qui n'est pas sans conséquence sur la scène proche-orientale...

Conscient que, pour le Occidentaux, la crédibilité de sa politique dépend en partie du sort fait aux juifs d'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev multiplie les gestes de bonne volonté. Le verrou de l'émigration, pratiquement refermé en 1983 (moins de mille autorisations) se desserre progressivement. Les visas de sortie ont été de 20.082 en 1988 contre 21.470 en 1980. La levée, en novembre 1988, de l'objection de secret d'Etat, opposée aux candidats au départ (les "refuzniks") doit permettre l'accélération du processus. Avec ses 3.510 visas, décembre aura d'ailleurs été un mois-record.

Le chef de l'Etat soviétique se préoccupe également de la situation des juifs en URSS même. C'est toute la différence avec la période 1971-1980 quand, au terme d'un accord avec les Américains, Brejnev avait entrouvert les frontières, tout en aggravant la répression à l'intérieur. L'arrestation de Yossif Begun et d'Anatole Chtcharanski date du printemps 1977.



Le centre culturel israélite de Moscou

Des associations juives ont maintenant pignon sur rue, les religieux moins pourchassés, les artistes plus libres de leurs mouvements. Des intellectuels de renom, comme l'écrivain Anatoli Rybakov (auteur du roman antistalinien "Les Enfants d'Arbat", (Albin Michel) tiré à 2,5 millions d'exemplaires en URSS) font des allers-retours Moscou-Paris ou New York alors qu'il n'était question que d'aller simple dans le passé. La première exposition d'art juif a eu lieu en Lituanie. Et le premier centre culturel s'est ouvert le 12 février à Moscou. La présence à l'inauguration de deux des plus grandes figures du judaïsme mondial, Elie Wiesel et Edgar Brofmann, le président du Congrès juif mondial, montre que la politique gorbatchévienne commence à jouir d'un certain crédit.

Le nouveau cours se heurte cependant, en ce domaine comme dans d'autres, à la résistance des forces conservatrices. Les juifs attendent toujours que la suppression du numerus clausus touche toutes les républiques soviétiques. S'engouffrant dans la brèche ouverte par la démocratisation, le courant slavophile se fait bruyamment entendre. Récemment, "Les Nouvelles de Moscou" ont demandé l'inculpation des rédacteurs de leur magazine, "Pamiat", pour "incitation à la haine raciale".

Des siècles d'antisémitisme officiel ou larvé laissent des traces. Le maître du Kremlin est condamné néanmoins à continuer dans la voie qu'il a suivie ces derniers mois. Après une phase de croissance, la vague d'émigration pourrait, sinon se tarir, du moins de stabiliser si l'ère Gorbatchev devait amener fin des discriminations et liberté d'expression. Revendiquant l'organisation de la conférence internationale des droits de l'homme en 1990, l'Union soviétique est un peu contrainte à se conformer aux accords d'Helsinki.

Gorbatchev touche déjà des dividendes

Les bénéfices qu'escompte Gorbatchev de cette politique sont multiples. Vis à vis des Etats-Unis, pays de la plus grande communauté juive du globe (5 millions conte 3 en Israël et 2 en URSS), il en touche déjà les dividendes. D'autant que "l'amicale pression" qu'il a exercé sur Arafat a porté ses fruits. Majoritairement libéraux (au sens américain et religieux du terme), les juifs américains ont, en général, bien accueilli, la reconnaissance explicite d'Israël par le chef de l'OLP. Comme ils ont salué l'ouverture d'un dialogue soviéto-israélien. Ils peuvent jouer un rôle modérateur : leur hostilité aux exigences religieuses des ultra-orthodoxes a pesé sur la décision de Shamir de préférer une grande coalition avec les travaillistes.

Une attitude plus bienveillante à l'égard des juifs d'URSS était un préalable à toute discussion avec les dirigeants israéliens. Préparé par des échanges culturels et sportifs, des voyages de délégations consulaires, la rencontre au Caire (où l'Union soviétique reprend pied après une longue absence) Moshe Arens-Chevernadze n'a permis aucune avancée du processus de paix. Mais cette première entrevue a surtout une fonction symbolique. Elle ouvre la voie au rétablissement des relations diplomatiques, officielles ou officieuses, entre les deux pays.

Bernard Chaouat

Sauvons les villages roumains

Ceaucescu accélère la campagne de "systématisation et de rationalisation du territoire" : 8.000 des 13.129 villages de Roumanie doivent être rasés en trois étapes. La population rurale (environ dix millions de personnes) sera regroupée dans les villages restant, et 558 "centres agro-industriels".

Il s'agit d'un véritable séisme organisé, d'un gigantesque génocide culturel et social. Comment aider la Roumanie ?

"L'opération villages roumains" est née en Belgique en étroite collaboration avec la Ligue des droits de l'homme.

Il s'agit de faire adopter chacun de ces 8.000 villages par autant de communes ou villages européens qui deviendront solidaires et responsables du sort du village adopté et veilleront à sa sauvegarde. Tous les habitants des villages parrains écriront au président, à l'ambassadeur et au maire du village roumain. L'initiative belge est suivie en France par le collectif de parrainage de villages roumains avec Médecins du monde et la Ligue des droits de l'homme.

Le PS apporte son concours à cette opération et les nouvelles équipes socialistes élues en mars 1989 se doivent de participer à ce mouvement.

austratie

AVENIR

Il y a enfin un mot que tous les Européens peuvent comprendre.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

AVENIR AVENIK AVENIR **LE PREMIER AFFICHEUR EUROPÉEN.**

AVENIR - 50, rue de Châteaudun - 75009 Paris - Tél. 40 23 22 00

EDUTEL POUR PARLER DE L'ECOLE

Ministère de l'Éducation Nationale,
de la Jeunesse et des Sports
Direction de l'Information et de la Communication

36.13+Edutel

Col. Fondation Jean Jaurès

1789 - 1989

Les Arbres de la liberté

La Mission nationale du bicentenaire souhaite que le 21 mars, jour du printemps, soit marqué par la plantation "d'arbres de la liberté" dans toutes les communes, pour retrouver les traces du passé et en laisser de nouvelles.



Une longue tradition

Le choix d'un arbre ou d'un arbuste, pour servir d'emblème religieux ou politique, remonte à la plus haute antiquité. Les Phéniciens, les Carthaginois, avaient adopté le palmier "qui nourrit l'homme, le désaltère et l'habille". L'Egypte, avait choisi le lotus "dont la fleur réjouit les yeux". Athènes, affectionnait l'olivier et honorait les platanes. Chez les Romains, un chêne planté devant la maison, en était regardé comme le protecteur. C'est à cet arbre qu'ils suspendaient les dépouilles des ennemis vaincus.

Depuis des siècles, dans les campagnes françaises, on plantait un arbre sans racines, "le Mai", pour fêter le printemps. Devant les portes des filles à marier, les soupirants plantaient "un Mai galant".

Ainsi, dans l'ancienne France, l'arbre de mai symbolisait à la fois le renouveau printanier et l'union des personnes.

Avec la Révolution française, une nouvelle symbolique s'attache à l'arbre appelé "Mai de liberté" puis "Arbre de la liberté".

Une nouvelle symbolique

Après la nuit du 4 août 1789, il est perçu comme un symbole d'insurrection. Près de son tronc, on brûle les "objets détestés témoins de l'Ancien régime".

Dès 1790, il devient la représentation "d'un monde de liberté, d'égalité et de fraternité". Afin que ces nouveaux principes soient durables, on prend un arbre avec racines, un chêne, un peuplier, un hêtre ou un châtaignier, pourvu "qu'il soit grand et possède une importante ramure sous laquelle les citoyens viendraient se reposer".

On lui attribue aussi un rôle pédagogique : sa présence doit rappeler "aux générations futures, les efforts de leurs ancêtres pour se libérer de leurs chaînes".

Afin de frapper les mémoires, la plantation donne lieu à des cérémonies dont le rituel diffère peu d'une localité à l'autre. A La Roche-sur-Yon, le 14 juillet 1790, "la journée débute par quatre coups de canon... A 10 heures, sortant de l'hôtel de ville, tambour battant, un cortège se forme, derrière les autorités empanachées qui parcourent toutes les rues avant de s'arrêter place Saint-Hilaire pour entendre le discours du maire...".

L'arbre est ensuite levé "par des jeunes gens des deux sexes". Sur les racines sont jetées des pelletées de terre "par les plus jeunes et les plus anciens". On chante ensuite divers couplets civiques. On dresse une table pour un banquet fraternel. On danse très tard dans la nuit.

Ce type de fête joyeuse et fraternelle s'étend rapidement à tout le territoire. Il se renouvelera à divers moments importants de notre histoire : en 1848, 1889, 1918 et même en 1944 pour la libération du pays.

La journée du 21 mars devrait raviver ce passé mais aussi témoigner de l'attachement des Français à la liberté.

Georges Ferré

1789 au jour le jour

FR 3 présente aux enfants la vie quotidienne pendant la Révolution sous la forme d'une série vidéographique de 110 épisodes de deux minutes. Un micro-journal met en scène les acteurs de l'époque : marchands des halles, ouvriers, bourgeois parisiens, paysans, hommes politiques... Des journalistes et des chroniqueurs imaginaires rapportent l'actualité : le 20 mars on évoquera ainsi le triomphe de Mirabeau reçu à Aix, une ordonnance publiée par l'administration de la ville de Bruxelles... Ces émissions sont diffusées du lundi au vendredi, à 12 h et à 18 h. Une compilation est également présentée le samedi entre 14 h 30 et 15 h 30.

DÉBAT PERMANENT

Droits de l'homme. A l'heure du bicentenaire de la Révolution française, le concept est omniprésent, dans les discours et aussi dans vos lettres. Droit à l'égalité, à la liberté, à la dignité, ici et ailleurs. Vous le dites : pour cette cause, aujourd'hui encore, tant de batailles restent à mener !

En Afrique du Sud, la discrimination est fondée sur la race, la couleur. Il n'est pas de pire atteinte aux droits de l'homme estime **Jean-Jacques Adannou - Villepinte (93).**

"La liberté d'expression, la liberté de pensée sont des valeurs fondamentales reconnues par les lois de la République, mais le sont aussi, le droit à la vie, le droit à la dignité. Ces droits n'existent pas en Afrique du Sud. L'archevêque Mgr. Desmond Tutu, prix Nobel de la Paix, doit-il lancer, lui aussi, un appel à la mort contre des écrivains en Europe pour que celle-ci soit plus sensible à ce qui se passe là-bas ? La France se doit de rester fidèle à sa tradition de terre des droits de l'homme en aidant ces 22 millions d'êtres humains. Pour ce faire, des actions vigoureuses doivent être menées par tous les socialistes, les intellectuels du parti... L'année du bicentenaire n'est-elle pas une année propice au démarrage de ce vaste chantier ?"

Lorsque les victimes de la barbarie, de l'inconscience et de l'irresponsabilité sont des enfants, nous réagissons. Ne nous contentons pas de bonnes paroles demande **Ulla Culioli - Paris.**

"Comment ne pas approuver votre dénonciation de la souffrance infligée à des millions d'enfants, mais pourquoi ne pas aborder le vrai problème qui est celui de la démographie ? Il faut, avant toute déclaration de principe (souvent sans suites pratiques) aider les femmes du tiers et du quart monde à limiter le nombre de leurs grossesses. Il faut faire attention aux déclarations irréalistes ,"la parole verbale" risquant d'aboutir à la dépolitisation et au sentiment d'impuissance. Lorsque l'on voit la Commission des droits de l'homme s'asseoir sur l'enquête d'Amnesty international sur les enfants torturés en Irak, on a quelques doutes sur les déclarations faites en haut-lieu."

L'affaire Rushdie ou l'intolérance comme méthode de gouvernement. Dans la négation de la liberté, des sommets sont atteints. C'est pourquoi il ne faut pas faire l'amalgame entre le fanatisme de Khomeiny et les prises de position de l'Eglise catholique affirme **Tardivel-Lacombe - Montigny-les Corneilles (95).**

"Assimiler le geste imbécile de quelques excités d'extrême-droite (affaire Scorsese) au fanatisme d'Etat (affaire Rushdie) relève de la pire mauvaise... foi ! On a vite fait d'oublier que ni le pape ni le clergé (pour l'Eglise catholique romaine), ni la reine d'Angleterre (pour l'Eglise anglicane), ni le patriarche des orthodoxes, ni aucun représentant du clergé protestant, n'ont demandé l'interdiction de "La Dernière tentation du Christ". Scorsese n'a pas été excommunié ! Bien sûr, les hommes d'Eglise se sont prononcés, et ils en ont le droit... La laïcité et le respect des convictions religieuses s'accordent bien de nos jours. Il n'est plus temps d'avoir des réflexes du 19e siècle."

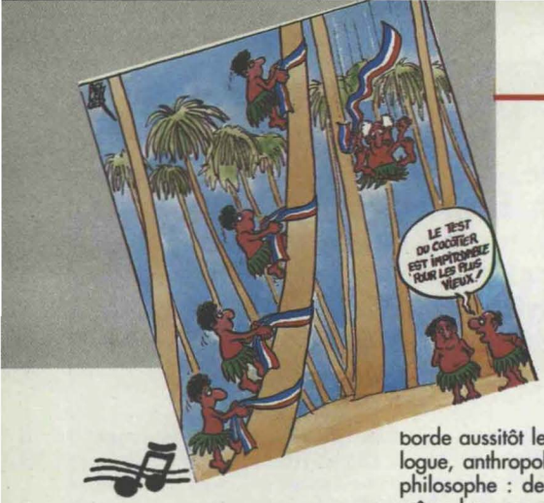


Pas d'amalgame mais fermeté à l'égard de ceux qui, en France, relayent les appels au meurtre de l'Ayatollah exige **Michel Michard- Paris.**

"Puisque de la tolérance à la naïveté il n'y a qu'un pas, dites-moi que le gouvernement de Michel Rocard ne l'a pas franchi, même inconsciemment, avec l'affaire Rushdie. Que l'on tolère un appel au meurtre lancé par le plus haut dignitaire d'un pays contre un écrivain sans rompre les relations diplomatiques ne se conçoit qu'à grand-peine, mais que l'on ne réagisse pas pénalement au même appel relayé par des manifestations d'intégristes religieux sur notre territoire marqué par le sceau de la laïcité et de la célébration des droits de l'homme n'est pas admissible."

Droits de l'homme, enfin, n'est-ce pas pour chacun la possibilité de vivre dignement s'interroge **Léon Olombel - Montpellier (34) ?**

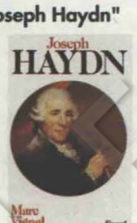
"Un manifeste signé par 80 associations lors de la fête des droits de l'homme place du Trocadéro, le 17 octobre 1987, préconisait une loi d'orientation pour lutter contre la grande pauvreté et montrait son ampleur en France... Les pertes de travail, de logement, de revenus se cumulent... Il faut également parler des personnes du 4e âge (+de 80 ans). Parmi elles, certaines avaient autrefois la possibilité, quoique modestement, de se suffire. Actuellement, elles doivent se résigner aux privations pour payer une aide à domicile entièrement à leur charge en raison des plafonnements ou pour faire face à l'accroissement de certaines dépenses de santé non remboursables... N'ont-elles pas durant 40 ou 50 ans de travaux au service de la collectivité payé suffisamment leur tribut pour postuler au droit à la reconnaissance et à la solidarité ?"





Les classiques d'Eve Ruggieri
Une collection de musique classique signée Eve Ruggieri. Pourquoi pas, après tout ? Elle met tellement de passion à ce qu'elle entreprend, parfois un peu beaucoup - qu'elle ne peut être qu'une bonne initiatrice. Voici une série de dix disques : compilation des pages les plus connues de Beethoven, Chopin, Wagner, etc. extraites du richissime catalogue CBS. Pour une approche et les premières bases d'une discothèque. Par les meilleurs interprètes.
CBS, environ 95 F. chacun.

Marc Vignal : "Joseph Haydn"
On dit : "Papa Haydn" et du même coup s'installe l'image d'un compositeur bonasse et sans originalité. C'est tout le contraire. Mais il n'y a jamais eu en France, ni en traduction française, de véritable biographie de Joseph Haydn. L'homme était volontaire, énergique et d'un humour ravageur. Le compositeur est un des plus grands : Schoenberg, Stravinsky après tant d'autres, Mozart et Beethoven en tête, le placent plus haut que n'importe qui. Marc Vignal lui rend justice dans cette biographie qui est un dossier complet.
Fayard, 1.540 p., 495 F.



Pierre Bourdieu : "La Noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps"
Bourdieu, on le sait, échappe à toute classification. Tente-t-on de définir sa démarche qu'il en déborde aussitôt les limites. Ethnologue, anthropologue, historien, philosophe : de tout un peu et même beaucoup. Sociologue au total, et bien davantage. "La Noblesse d'Etat" est une radiographie et une dissection de notre société dans un de ses mécanismes de formation essentiels. D'où, ici et aujourd'hui, le pouvoir -les pouvoirs de toute nature- tient-il sa reconnaissance, sa consécration ? La réponse, magnifiquement démontrée par Pierre Bourdieu et avec une profusion de documents à l'appui, est que cette nouvelle noblesse, une noblesse d'Etat est une noblesse d'école. Sélection, orientations, comportements, structures, tout concourt à la formation et à l'attribution de ce "monopole légal protégé par l'Etat". Au sommet de cette pyramidale construction : les grandes écoles. L'analyse de "la structure du champ des écoles du pouvoir". Un livre que l'on n'a pas fini de citer et de reprendre.
Editions de Minuit, 578 p., 149 F.



Irina Ratouchinskaïa
Elle a passé des années dans un camp de Mordovie, dans "la petite zone" réservée aux politiques. Combien d'années ? On ne sait plus très bien. Le temps est si parfaitement aboli en camp de travail qu'il ne compte plus. Simplement, de retour chez elle, Irina verra dans une glace -pas de glace dans les camps- "un petit garçon tout maigre, aux cheveux courts". Un camp de femmes donc, dignes, inusables, courageuses, solidaires. Irina Ratouchinskaïa a été jetée dans un camp pour ses poèmes. En même temps que le récit de sa captivité paraissent -en édition bilingue- quarante-deux poèmes de prison : "-Pays des gares à l'air pensif, -Des commères, qui toujours s'affligent..., - Tes enfants, qu'ils soient forts et chétifs, - Que d'inquiétude tu leur infliges !"





"Grise est la couleur de l'espoir", Plon, 422 p., 130 F.
"Au pays des gares pensives - Poèmes de prison", Christian Bourgois, 138 p., 70 F.

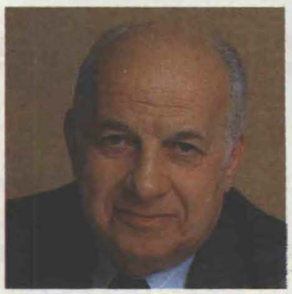
Dominique Fernandez : "Le Rapt de Ganymède"
Si l'idée n'est pas nouvelle, jamais encore elle n'a été exprimée aussi lucidement. Il s'agit de la culture homosexuelle qui, à travers les siècles, s'est exprimée dans les œuvres de Michel-Ange, Proust, Platon, Lorca, Verlaine, Pasolini, Mishima, Shakespeare et tant d'autres. Tous parmi les plus grands qui n'ont atteint les sommets que parce qu'ils se sont heurtés, selon l'expression de Jean Genet, au "monde délicat de la réprobation". Mais ne voilà-t-il pas qu'aujourd'hui, cette réprobation tend à disparaître ? Que deviendra alors cette culture si elle n'est plus une lutte ? Fernandez n'hésite pas à écrire : "en face d'un Eisenstein muré dans un tragique refus de lui-même, les Fassbinder, les Chéreau, les Paul Morrisson comptent bien peu dans l'histoire du cinéma... La nature est homosexuelle, la culture organise la survie de la société." Grasset, 350 p., 120 F.



Rose
Dans son "festival du réel", FR 3 présente "Rose ou l'vraie en famille". Ce film de Gérard Frot-Coutaz est un peu l'histoire de ces gens... sans histoire. Rose est une vieille dame de 84 ans. Elle vit depuis toujours à Châlon-sur-Saône. Femme du passé, elle se souvient lorsqu'elle a commencé à travailler à 13 ans comme cousette : "c'était la plus belle période de ma vie". Puis Rose a connu Marcel, sur le "boul". Seule maintenant dans un petit trois-pièces, elle ne peut plus sortir mais continue à vivre, doucement. Un film en forme d'aventure amoureuse entre Rose, le cinéaste (son petit-fils) et la caméra. "Océaniques" - Le 23 mars vers 22 h 30.

BLOC-NOTES

Claude Estier



7 mars
Au journal de 20 heures, l'annonce de la mort de Roger-Patrice Pelat. Gérard Carreyrou, qui commente la nouvelle, se demande d'emblée si l'on ne va pas accuser la presse d'une responsabilité particulière dans ce tragique dénouement. Les journalistes auraient-ils soudain mauvaise conscience ? Nous n'en sommes pas là. Pour une Christine Clerc qui écrit courageusement dans "Le Figaro" : "j'ai eu honte de ma profession", la plupart des autres continuent à penser que ce qu'ils appellent le "journalisme d'investigation" leur faisait un devoir de jeter en pâture à l'opinion publique le nom de Pelat et de quelques autres. Et ils s'estiment justifiés parce que le rapport de la COB a fait état des mêmes noms. Mais "Le Monde" ne s'excusera jamais d'en avoir rajouté en se servant d'un faux rapport des renseignements généraux. Je ne connaissais pas beaucoup Roger-Patrice Pelat. Assez pourtant pour imaginer combien il a dû souffrir non pas seulement des attaques contre lui-même mais pour son ami le président qui, à travers lui, était la véritable cible de cette campagne outrancière. Celle-ci n'a pas atteint son but mais un homme respectable est mort et, comme le dit Pierre Bérégovoy, cette mort "doit donner à réfléchir à tous".

8 mars
Sur les deux chaînes publiques et sur France-Inter, Michel Rocard et Lionel Jospin expliquent à nouveau que l'effort consenti pour l'Education nationale est sensiblement supérieur à celui qui avait été promis dans "La Lettre à tous les Français". Ils argumentent sans fausse note. Ce n'est sans doute pas suffisant pour convaincre ceux des enseignants qui sont partis en guerre contre le plan Jospin. Mais en faisant campagne pour les municipales, j'en rencontre beaucoup d'autres qui admettent qu'on ne peut pas rattraper en deux ans un retard de plusieurs décennies et qu'il serait irresponsable de jeter le bébé avec l'eau du bain.

9 mars
François Mitterrand m'a convié à l'accompagner dans son court voyage en Algérie, ce qui me vaut d'assister au déjeuner et au dîner qui ponctuent les entretiens en tête à tête avec le président algérien Chadli Benjedid. Aussitôt après sa réélection, celui-ci a fait adopter une nouvelle constitution et ouvert ainsi un processus dont il est trop tôt pour savoir s'il conduira à une véritable démocratisation du pays. Encore traumatisés par les tragiques événements d'octobre dernier, beaucoup d'Algériens demeurent sceptiques. Ils savent que de fortes résistances se manifestent parmi ceux qui étaient les privilégiés du régime. Mais le président Chadli paraît déterminé à aller de l'avant. La confiance que lui fait François Mitterrand lui est précieuse. J'ai eu la chance d'assister à leur première rencontre en décembre 1981. Ils ont immédiatement sympathisé. Sur les grands problèmes du monde comme sur les relations bilatérales franco-algériennes, leurs opinions convergent le plus souvent. Et sans doute ont-ils aussi en commun une certaine philosophie qu'illustre cet échange entendu pendant que nous visitions l'incomparable site romain de Tipaza.
Chadli : "depuis notre première rencontre, il s'en est passé des choses et en Algérie !"
Mitterrand : "oui, mais vous et moi, nous sommes toujours là !"

12 mars
Dans notre permanence toute proche de la mairie du XVIIIe, les résultats des bureaux de vote arrivent l'un après l'autre. Ils sont pour nous plutôt médiocres mais le secrétaire général du RPR, Alain Juppé, contrairement à ce qu'il prétendait la veille, est en ballotage. Il reste que, même si c'est un peu moins qu'en 1983, Paris a encore voté Chirac alors que dans le reste de la France, la gauche regagne dès le premier tour plusieurs bastions comme Nantes et Chambéry. Dans la capitale, où le PC reste faible, le PS souffre plus qu'ailleurs d'un vote protestataire qui s'est porté sur les listes écologistes ou divers gauche, sans parler de l'abstention sensiblement plus forte que la moyenne nationale. Il y a donc d'importantes réserves pour empêcher les chiraquiens de réaliser le grand chelem comme il y a six ans.

◆

L'INVITE



Maurice RAVANNE

Chaque semaine, "Vendredi" a une ou un invité. A charge pour lui de traiter en trente lignes d'un sujet d'actualité sur les trois qui lui sont proposés.

Cette semaine

1- Titre et édito du journal qui manque dans votre ville.

2- Vous organisez une journée anti-racisme à Dreux, ville symbole qui vit la première alliance entre la droite classique et le Front national. Présentez le programme de cette manifestation.

3- En 2089, pour célébrer le centenaire de votre élection, la mairie de Dreux inaugure la place Maurice-Ravanne. Le discours de votre successeur.

Maurice Ravanne, tête de liste en bonne place pour l'emporter à Dreux (Eure-et-Loir), répond aux trois questions

1- Il manque au moins deux journaux à Dreux : "l'Indépendant de Dreux", qui serait un vrai journal d'information, cherchant l'objectivité, rendant compte des événements sans les interpréter.
"Le Tueur de rats", journal partisan, féroce, impitoyable adversaire de la médiocrité, du double langage, de toutes les langues de bois. Au lieu de cela nous avons une presse locale qui n'arrive pas à se situer entre les deux options, ou plus exactement, qui prend parti mais ne l'avoue pas, qui choisit son camp mais continue à faire croire qu'elle informe avec objectivité. Il existe pourtant, au plan local, des journalistes talentueux et honnêtes qui ne demandent qu'à bien faire leur métier. Quel plaisir ce serait de les laisser travailler comme ils aiment !

2- Ce n'est pas une journée anti-raciste que j'envisage. C'est un an, six ans de suite anti-raciste, anti-haine, anti-défiance, six ans pour réapprendre à vivre avec les autres, à se parler, à se montrer solidaires, à partager les soucis, à faire la fête ensemble. Pour que, dans six ans, Dreux soit toujours ville symbole, mais symbole de la tolérance, de la citoyenneté partagée, de la main tendue remplaçant le poing fermé de la haine.

3- Ce n'est pas pour cela que je me bats. Et ce que nous allons faire pour cette ville malade ne sera pas l'œuvre d'un seul, mais le travail de toute une équipe. Alors, mon successeur de l'an 2089 aura t-il assez de souffle pour prononcer trente-neuf discours et inaugurer les trente-neuf



places portant le, nom de mes trente-neuf colistiers d'aujourd'hui ?

Vendredi

Bulletin d'abonnement

à renvoyer à
Vendredi - 10, rue de Solferino - 75007 Paris

Nom .....Prénom .....
Adresse : N°.....Bât/Esc :.....
Rue : .....
Commune.....
Code Postal |_|_|_|_|_| Bureau distributeur.....

Ci-joint paiement par : ❑ Chèque bancaire (à l'ordre de Vendredi) ❑ Mandat poste (à l'ordre de Vendredi)
❑ CCP n°15-221-55 X ❑ Carte de crédit..... n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

|___| abonnements à 200F =..... |___| abonnements de soutien à 500F =..... Soit au total :.....F

En direct des villes



Saint-Brice-Courcelles : priorité à l'enfant

Eviter les cloisonnements entre l'école et les loisirs, tel est l'objectif poursuivi par la municipalité de Saint-Brice-Courcelles (Marne), les parents et les enseignants.

L'enfant serait-il roi à Saint-Brice-Courcelles ? Dans cette commune de 3.500 habitants, la municipalité, dirigée par Jean-Claude Fontalirand, a encouragé la mise en place d'une politique pédagogique audacieuse et innovante. L'urbanisation de la ZAC du Mont-Hermé a été conçue pour être organisée autour de l'école, intégrée elle-même dans un vaste espace éducatif. Mais une "école ouverte", n'est pas seulement un bâtiment plus ou moins accessible, c'est aussi une éducation qui s'ouvre sur le monde. Cette conception nécessite le soutien effectif des parents. L'"espace éducatif" de Saint-Brice-Courcelles comprend donc l'école, un complexe sportif, une place, une bibliothèque, un restaurant scolaire. Autant d'infrastructures implantées dans une zone en partie piétonne et un vaste parc planté d'arbres par les enfants. Il s'agit donc d'un espace ouvert -pas de clôture- et protégé -zone piétonne-.
Elément clé de cette organisation : le CLAE (Centre de loisirs associé à l'école). Ce type de centre est assez rare en France. Géré par une association, son fonctionnement est assuré par la municipalité: budget de 440.000 F., 900 enfants par semaine, une vingtaine d'activités. Il est complémentaire de l'école tant sur le plan des horaires que de la nature des activités. Le CLAE fonctionne pendant les heures scolaires, en association avec les écoles primaires et maternelles. A midi pour recueillir les enfants du restaurant scolaire, le soir après l'école. Les enseignants, les parents et des professionnels en assurent l'animation. Les activités se déroulent à l'intérieur du centre mais aussi à la bibliothèque, dans le parc, dans les allées piétonnes. Elles sont très nombreuses : graphisme, peinture, poterie, activités d'expression, plein-air, menuiserie, jeu d'échecs, activités manuelles, etc. C'est l'enfant qui choisit son activité.

Liaison harmonieuse

Les jeunes circulent librement entre le CLAE et l'école et les parents doivent signaler l'absence de leur enfant au CLAE. Cette philosophie pédagogique et les pratiques qu'elle engendre décloisonnent la vie de l'enfant (l'école et le loisir) en lui offrant un espace éducatif dépourvu d'un lieu privilégié pour la découverte, le savoir, la création. Bref, le CLAE constitue une liaison harmonieuse entre les différents temps et acteurs de l'éducation : famille, enseignants, éducateurs.
Grâce à l'"espace éducatif", Saint-Brice-Courcelles est une des rares communes françaises à faire de l'épanouissement de l'enfant une de ses priorités. De quoi favoriser, peut-être, l'émergence d'une nouvelle génération de citoyens.

J.-P.B.



Je veux une banque moderne, compétente, efficace, à qui je puisse confier les yeux fermés tous mes problèmes de crédit, de placements et d'épargne. Je veux un banquier qui prenne le temps de me recevoir, m'écouter, me comprendre, et qui me recommande les solutions les plus adaptées à mes problèmes personnels, et, bien sûr, les plus avantageuses. Tout cela, je l'ai trouvé au Crédit Mutuel. Le Crédit Mutuel, 5e groupe bancaire français, dispose de toute la puissance nécessaire pour mettre au service de ses clients les technologies bancaires les plus efficaces. Avec le Crédit Mutuel, j'ai trouvé une banque à qui parler.

Crédit Mutuel

Young & Rubicam 87

Collection Jean-Jaurès